

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1985/SR.12  
1er mars 1985

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante et unième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le 12 février 1985, à 10 heures

Président : M. CHOWDHURY (Bangladesh)  
puis : M. KHMEL (RSS d'Ukraine)

SOMMAIRE

Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapport du Groupe spécial d'experts (suite)

Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (suite)

Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite)

- a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale (suite)
- b) Mise en oeuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des document officiels, bureau E.6108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 45.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1985/8, 14 et 47; A/39/460)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2; E/CN.4/1985/3, chapitre I, section A, projet de résolution I)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 16 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1984/36 et Add.9 et 10; E/CN.4/1985/26 et Add.1 à 7, E/CN.4/1985/27)

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE (point 17 de l'ordre du jour) (suite)
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1985/28 et 29)

1. M. DHILLON (Inde) dit que toutes les colonies et leurs peuples ont été exploités par les impérialistes et que le racisme est l'une des formes les plus repoussantes de ce genre d'exploitation. Le racisme ne se manifeste nulle part avec plus de virulence que dans le système d'apartheid pratiqué par le régime minoritaire d'Afrique du Sud. Ce régime définit l'apartheid comme étant une politique de développement séparé des Blancs et des Noirs, mais il est évident qu'il a été créé pour maintenir et perpétuer l'emprise de la minorité blanche privilégiée sur la population noire et métisse majoritaire, y compris les colons d'origine indienne. L'apartheid est un système de domination et de ségrégation raciales institutionnalisées conçu pour priver les Africains noirs et les Métis de l'égalité de droits dans le domaine de la politique, de l'éducation et de la propriété foncière. Il est en pleine contradiction avec la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est en fait une insulte à la communauté mondiale qu'un système d'oppression aussi flagrante survive en dépit de sa condamnation universelle.

2. Le Groupe spécial d'experts sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe a déclaré, dans l'un de ses rapports, que la politique de la minorité blanche conduisait à une extermination lente mais sûre de la majorité non blanche et que les dirigeants sud-africains voulaient détruire les Africains en ne conservant que ceux qui étaient nécessaires comme force de travail soumise à l'esclavage. Il ajoute que la façon dont l'apartheid est appliqué semble déboucher sur un génocide incluant le déni des droits civils, la désintégration de la famille et de la base matérielle d'existence des Sud-Africains non blancs, la dégradation de leur personnalité et leur destruction même en tant qu'êtres humains.

3. M. Dhillon fait observer que 86,3 % des terres ne peuvent légalement être possédées par 84,5 % de la population sud-africaine et que la politique d'apartheid territorial et la création des bantoustans ont provoqué la dislocation massive de la population non blanche. Lorsque les masses opprimées protestent, comme elles l'ont fait dans les municipalités noires en août et en octobre 1984, elles voient leurs efforts récompensés par une répression implacable, des emprisonnements, la torture et la mort. Ainsi, lors des émeutes qui ont eu lieu entre août et octobre 1984, plus de 150 Noirs ont été tués.

4. Au cours des deux années écoulées, le régime sud-africain s'est efforcé de cacher sa face raciste en modifiant la constitution et en organisant des élections pour une législature "tricamérale". De l'avis de la délégation indienne, les réformes faites visent à perpétuer le système d'apartheid, la minorité dirigeante retirant à la majorité de la population toute possibilité d'intervention réelle dans la vie politique de son propre pays. Elles visent à provoquer l'éclatement des mouvements de libération et à semer la discorde entre les communautés métisse et indienne d'une part, et la majorité noire d'autre part. Le Gouvernement indien a invité instamment tous les peuples d'Afrique du Sud, en particulier les Indiens d'origine, à ne pas participer aux prétendues élections et à rester unis dans la lutte contre l'apartheid et le racisme. M. Dhillon constate avec plaisir que les "élections" n'ont pas donné les résultats escomptés par le gouvernement.

5. Le fait que l'Afrique du Sud occupe toujours la Namibie, bien que l'Assemblée générale ait mis fin à son mandat en 1966, est à l'origine de la lutte du peuple namibien pour l'indépendance, sous la direction de la South Africa People's Organisation (SWAPO). Il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pu mettre un terme à l'administration illégale du régime de Pretoria à cause de l'attitude négative adoptée par certains de ses membres occidentaux. Non seulement les Namubiens qui luttent pour la liberté et leurs sympathisants sont victimes de la terreur et tués, mais des milliers de Namubiens qui ont fui dans des pays voisins à la recherche d'un abri sont poursuivis et attaqués sans relâche. De l'avis de la délégation indienne, l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité pourrait permettre de mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie, mais elle devrait être précédée d'un cessez-le-feu entre les forces armées d'Afrique du Sud et les combattants pour la liberté. Il est regrettable que la question proprement dite de l'indépendance de la Namibie ait été liée à des questions sans aucun rapport avec celle-ci, comme le retrait des troupes cubaines de l'Angola.

6. La situation des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie n'a cessé d'empirer d'année en année. La ségrégation et le déni des droits démocratiques dans les années qui ont suivi la formation de l'Union sud-africaine en 1909 ont été prolongés par une avalanche de lois racistes entre 1949 et 1951. La situation s'est encore aggravée au cours des trente dernières années. Ce qui est tragique c'est que contrairement aux tendances qui se dessinent généralement dans le reste du monde, la marche de l'histoire dans le sens du progrès de la civilisation humaine ait été inversée en Afrique australe.

7. Cela fait plusieurs dizaine d'années que le peuple indien lutte contre l'apartheid. Bien avant l'indépendance de l'Inde, Mahatma Gandhi avait vivement réagi contre la politique de discrimination raciale pratiquée en Afrique du Sud où il avait organisé un mouvement de résistance passive pour faire triompher la dignité humaine et l'égalité. C'est à l'initiative de l'Inde que la question du racisme en Afrique du Sud a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour des réunions de l'ONU en 1946. L'Inde s'est conformée aux dispositions de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité et a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid en octobre 1977. Elle a adopté la loi anti-apartheid en 1981 pour donner effet aux dispositions de la Convention.

8. Depuis sa création, le Mouvement des non-alignés n'a cessé de s'élever contre les politiques et les pratiques du régime de Pretoria. Lors de la conférence au sommet qui a eu lieu récemment à New Delhi, les pays non alignés ont violemment condamné ce régime pour les actes barbares d'oppression et de discrimination qu'il continue de perpétrer et ils ont lancé un appel pour que tous les prisonniers politiques, y compris Nelson Mandela, soient libérés. Les participants à la conférence ont aussi réaffirmé la solidarité des pays non alignés avec le peuple namibien et leur soutien à la lutte héroïque menée sous la direction de la SWAPO.

9. Les groupes d'intérêts en Afrique du Sud sont suffisamment puissants et insidieux pour amener certains pays à croire qu'en continuant à avoir des relations économiques avec le régime raciste, ils agissent au bénéfice des victimes de la discrimination raciale. Ces groupes cherchent à faire croire à la communauté internationale qu'ils ont des motivations philanthropiques : fournir du travail aux Noirs et d'élever leur niveau de vie. Il est temps que la communauté internationale voit ce que ces arguments ont de pervers. La Commission doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour que justice soit rendue aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. Elle doit inciter à la mise en oeuvre d'efforts encore plus vigoureux pour faire connaître les violations flagrantes des droits de l'homme commises en Afrique du Sud et en Namibie et encourager l'opinion publique mondiale à user de son influence pour les faire cesser.

10. Il est indispensable de rejeter toute association avec le régime raciste. Cela fait trop longtemps - de nombreuses années - que la démocratie et la dignité humaine sont bafouées et que certains persistent à ne pas voir la tyrannie et l'injustice de la situation. Depuis trop longtemps, des pays qui ont soutenu la tradition démocratique et lutté pour abolir l'esclavage font montre de modération dans leurs propos sur la situation raciale en Afrique australe et défendent le système existant dans le cadre de leur politique d'engagement constructif. Aucun compromis n'est possible avec le racisme et l'apartheid et la Commission doit s'occuper de cette tâche inachevée. Le représentant de l'Inde lance un appel à toutes les nations qui ne partagent pas le point de vue de la majorité écrasante de l'opinion publique mondiale pour qu'elles reviennent leurs positions.

11. Tout discours sur les réformes constitutionnelles ou l'évolution des sentiments du régime raciste doit être accueilli avec scepticisme. Il convient de prendre conscience du fait que les formes d'assistance militaire, économique ou autre fournie au régime raciste ont des conséquences néfastes sur la jouissance des droits de l'homme. Les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud doivent se rendre compte qu'en refusant d'appliquer les sanctions, ils encouragent le gouvernement de ce pays à continuer à mener une politique d'oppression. Il convient donc d'appliquer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, sans réserve motivée par des considérations économiques, politiques ou tactiques.

12. Il faut également que tous les pays adhèrent à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Les membres de la Commission doivent faire leur possible pour appliquer le Programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Tous les pays doivent apporter leur soutien moral et matériel à la SWAPO, à l'ANC et aux autres combattants pour la liberté en Afrique australe.

13. M. SUCRE FIGARELLA (Venezuela) dit que son pays condamne catégoriquement la pratique haïssable et inacceptable de l'apartheid et la domination coloniale de la Namibie. Le Venezuela souhaite en appeler à tous les membres de la communauté internationale et les inviter à apporter un appui efficace à la recherche de solutions équitables aux problèmes qui se posent en Afrique australe et qui sont évoqués dans le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1985/8). Ce rapport fait bien ressortir la situation inacceptable qui existe en matière de droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie. Il montre également que les populations africaines autochtones réagissent avec une violence légitime afin d'exercer leurs droits de l'homme. Ce qui se produit dans les universités, les syndicats et les églises trouve une expression encore plus dramatique dans les "homelands" où des millions de Noirs sont emmenés de force pour y vivre dans des conditions inhumaines. Il est indiscutable qu'un véritable climat de terreur et de violence prévaut en Afrique australe et que l'Organisation des Nations Unies doit prendre des mesures pour faire cesser cet état de choses.

14. L'Organisation des Nations Unies s'est efforcée de faire tout ce qui était en son pouvoir pour assurer la justice et rétablir la paix dans cette région du monde. A cet égard, le Gouvernement vénézuélien a publiquement reconnu à diverses reprises et devant différents organes des Nations Unies les efforts faits par le Secrétaire général pour protéger les droits de l'homme des populations autochtones de l'Afrique australe. L'Organisation des Nations Unies joue ce rôle historique en s'efforçant de réaliser ses idéaux de liberté et de justice. Le Venezuela a été membre pendant plusieurs années du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et a assumé un certain nombre de responsabilités. Il a fait partie de la commission qui a créé en Angola des centres de formation technique à l'intention des Namibiens. Des représentants du Venezuela ont récemment assisté à Lusaka, en Zambie, à une cérémonie de remise de diplômes à un groupe de jeunes Namibiens dont les compétences techniques profiteront à leur pays lorsque celui-ci sera parvenu à l'indépendance. Le Venezuela a apporté des contributions financières à un grand nombre de projets élaborés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Une des tâches les plus importantes des Nations Unies est d'établir la Namibie en tant que nation, avec son propre territoire et la conscience d'être une nation. Seul l'entêtement de certains dirigeants a empêché la Namibie de devenir un pays de plein droit, membre des Nations Unies.

15. Il est grand temps que la Namibie retrouve son indépendance. Les intérêts géopolitiques d'autres pays n'ont pas favorisé l'indépendance mais il ressort d'informations récentes que des initiatives prises par les parties intéressées pourraient aboutir ultérieurement à la mise en oeuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Ce qui importe, c'est d'adopter des mesures réalistes et de se rendre compte qu'une fois atteinte, l'indépendance de la Namibie sera irréversible. En 1983, le prix Simon Bolivar, créé par l'UNESCO sur l'initiative du Venezuela, a été attribué à Nelson Mandela, l'une des personnes qui ont le plus souffert de la discrimination raciale.

16. Les problèmes de l'Afrique australe et de la Namibie sont caractérisés non seulement par l'oppression politique mais aussi par l'oppression raciale ainsi que par d'autres formes de discrimination. Il est donc particulièrement opportun que la Commission examine simultanément les points 6, 7, 16 et 17 de l'ordre du jour. L'indépendance politique ne sera pas possible tant que toutes les pratiques discriminatoires n'auront pas été éliminées. Le Gouvernement colonialiste d'Afrique du Sud s'est efforcé d'introduire certaines réformes constitutionnelles pour donner l'impression qu'il modifiait sa politique de discrimination à l'encontre de la population de race noire. Toutefois, le Conseil de sécurité a catégoriquement exigé des réformes plus radicales qui aboutiraient à la suppression complète de toutes les pratiques discriminatoires.

17. Il n'est pas exagéré de dire que l'appui militaire et économique reçu de l'étranger a contribué à empêcher l'instauration de la légalité en Afrique australe. Il faut aborder le problème dans son ensemble mais si une solution partielle était trouvée au problème de l'indépendance de la Namibie par exemple, cela aurait des répercussions positives et faciliterait le règlement du reste du problème. Il ne faut ni désespérer ni refuser toute négociation mais faire des efforts communs et sincères en vue de créer un nouveau régime juridique international en Afrique australe.

18. Le Venezuela réitère son appui à l'indépendance de la Namibie et estime que le Gouvernement sud-africain devrait mettre un terme à la pratique inacceptable de l'apartheid et contribuer à la coopération et à la compréhension mutuelle des groupes ethniques de la région. Les Nations Unies représentent la dernière chance de réaliser les espoirs que tous nourrissent pour l'avenir de l'Afrique australe mais cet avenir

ne pourra se concrétiser que si tous les Etats Membres font preuve d'esprit de décision et de volonté politique. Le Gouvernement vénézuélien fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à résoudre le problème.

19. M. SYTENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) félicite le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe de son rapport (E/CN.4/1985/8). Depuis des années, le régime sud-africain est une dangereuse pépinière de racisme et de colonialisme. Les Nations Unies ont déclaré que sa politique d'apartheid constituait un crime contre l'humanité et une menace constante pour la paix et la sécurité internationales. Les 23 millions d'habitants noirs d'Afrique du Sud sont dans l'impossibilité de participer à la vie politique. Par l'exploitation, par une législation inhumaine qui sème la discorde, le régime sud-africain essaie de maintenir les rênes du pouvoir dans les mains des 4,5 millions de Blancs, en particulier de ceux qui représentent des monopoles internationaux disposant de ressources considérables en capital et en terres. Des lois telles que la loi de 1967 sur la lutte contre le terrorisme et la loi de 1982 sur la sécurité intérieure sont des instruments qui permettent de supprimer les adversaires de l'apartheid.

20. L'Afrique du Sud subit depuis longtemps une grave crise sociale, économique et politique. Dans le courant de l'automne 1984, les autorités sud-africaines ont commencé à faire intervenir l'armée régulière pour réprimer les manifestations antiracistes et les mesures prises dans ce sens constituent maintenant une opération militaire de grande envergure. Après les incidents qui se sont produits à Soweto, en octobre 1984, au cours desquels l'armée a utilisé des fusils-mitrailleurs et d'autres armes, interdiction a été faite au personnel médical de donner des détails sur le nombre des victimes. Pour reprendre les termes du Sunday Express de Johannesburg, le gouvernement a déclaré les zones africaines "territoire hostile". La stratégie appliquée consiste d'abord à refouler la population noire dans les bantoustans et les "homelands", à déclarer que la population noire est étrangère dans son propre pays puis à déclarer la guerre à ceux qui protestent contre ces marques de racisme.

21. Les importantes manifestations antiracistes organisées pour la plupart par des étudiants et des jeunes d'âge scolaire ont pour but de protester contre la "réforme" de la Constitution de l'Afrique du Sud. La réforme n'a pas donné aux Métis ni aux Indiens d'influence véritable sur la politique du gouvernement et avait pour objet de provoquer des dissensions entre les divers secteurs de la population non blanche. Les pouvoirs du Parlement sud-africain ont été limités et le Conseil présidentiel, qui est responsable de la politique étrangère, de l'économie et des relations avec les Africains, ne comprend que dix Métis et cinq Indiens contre 45 Blancs. La réforme a été condamnée par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/17. Les informations parues dans la presse indiquent que le pays est à la veille d'une guerre civile et qu'une armée populaire devient de plus en plus active. M. Tambo, président de l'ANC, accompagné d'une délégation, a séjourné en Union soviétique du 11 au 19 décembre 1984 et il a évoqué l'enthousiasme manifesté par le mouvement de libération nationale.

22. La situation en Afrique du Sud est étroitement liée à la situation internationale. Les milieux impérialistes continuent d'appuyer le régime. Ils se sont efforcés de faire sortir l'Afrique du Sud de son isolement international par une politique d'"engagement constructif" et préconisent un "dialogue pacifique", en alléguant que l'Afrique du Sud peut changer, mais ils cherchent à protéger leurs propres intérêts économiques, politiques et militaires en Afrique australe.

Les rapports établis par le Rapporteur spécial, M. Khalifa, (E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2) devraient être constamment mis à jour; l'appui fourni au régime sud-africain suppose l'exploitation d'une main-d'oeuvre africaine bon marché et des bénéfices considérables. En 1983, l'Afrique du Sud a obtenu du Fonds monétaire international des prêts d'une valeur de 1,2 milliard de dollars. Les milieux impérialistes en cause considèrent que l'Afrique du Sud est leur associée dans la "croisade contre le communisme" et, avec son aide, ils souhaitent semer la discorde parmi les Etats africains qui sont les principaux adversaires du racisme et du colonialisme.

23. Avec un appui de l'étranger, l'Afrique du Sud mène une guerre contre les Etats africains voisins et poursuit son occupation illégale de la Namibie. Les actions dirigées contre la SWAPO et les expéditions punitives organisées en Angola et dans d'autres Etats voisins seraient impossibles sans une aide étrangère économique et militaire directe. L'armée régulière sud-africaine compte plus de 100 000 hommes; il existe aussi des groupes antiterroristes spéciaux et un bataillon de mercenaires se trouve en Namibie. L'Afrique du Sud continue à occuper une partie de l'Angola et poursuit ses efforts en vue de faire pression sur le Gouvernement angolais et de rester en contact avec M. Savimbi, chef de l'organisation contre-révolutionnaire UNITA.

24. L'Afrique du Sud et ses partisans ont récemment pris des "initiatives pacifiques" pour tenter de consolider leur position fragile. L'Afrique du Sud souhaite trouver une solution néocolonialiste au problème de la Namibie afin de protéger ses intérêts fondamentaux. Les "compromis" proposés par ses partisans ont pour objectif de tourner les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de donner des avantages inégaux aux forces d'occupation. La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité jette déjà les bases d'un règlement équitable du problème de la Namibie.

25. Les "réformes" menées en Afrique du Sud n'ont pas modifié la politique de répression intérieure ni mis un terme aux actes d'agression commis contre des Etats voisins, avec les violations massives des droits de l'homme qui les accompagnent. Les "initiatives pacifiques" de l'Afrique du Sud n'ont pas non plus entraîné l'abandon de la politique de terrorisme d'Etat à l'encontre d'autres Etats et de la population. L'Afrique du Sud continue à appuyer des groupes contre-révolutionnaires armés dans les Etats voisins et se propose d'équiper son armée d'armes nucléaires. Elle constitue une menace de plus en plus grave à la fois pour le reste de l'Afrique et pour le monde entier.

26. La tension persistera en Afrique australe tant que l'apartheid existera. La délégation soviétique condamne vigoureusement les politiques et pratiques d'apartheid, la répression de la population africaine autochtone par le régime sud-africain et les actes d'agression de celui-ci contre les Etats voisins. Elle condamne également l'"engagement constructif" et l'appui considérable apportés au régime sud-africain par certains Etats occidentaux, par Israël et par certaines sociétés transnationales qui, comme l'a indiqué l'Assemblée générale dans sa résolution 39/15, se montrent complices de la pratique inhumaine de l'apartheid. Le problème de la Namibie devrait être résolu sans délai conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la Namibie, y compris la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Des sanctions de grande portée devraient être imposées à l'Afrique du Sud conformément à la Charte des Nations Unies.

27. Mme GU Yijie (Chine) dit que la politique agressive de l'Afrique du Sud et ses violations des droits de l'homme sont universellement condamnées. Les Noirs, qui représentent plus de 78 % de la population, sont privés de leurs droits politiques et de la citoyenneté sud-africaine. Ils sont enfermés dans des bantoustans

où les conditions de vie, qui sont déjà difficiles, ont empiré. Même en l'absence de catastrophes naturelles, des dizaines de milliers d'enfants meurent de faim et des millions souffrent de malnutrition; leur droit à la vie est violé. Après la promulgation de la nouvelle constitution et l'organisation de référendums nationaux en 1983, de prétendues élections ont eu lieu en 1984. Il ne peut pas s'agir d'élections véritables si les Noirs n'y participent pas. La répression violente qui s'est exercée avant et après les élections montre comment le régime sud-africain supprime la démocratie. Les rapports du Groupe spécial d'experts (E/CE.4/1985/8 et 14) indiquent que le régime sud-africain fait preuve d'une brutalité de plus en plus grande dans la répression des droits politiques, économiques, culturels, éducatifs et autres de la majorité noire. Les efforts du Groupe d'experts méritent d'être appuyés et son rapport facilitera grandement les travaux de la Commission.

28. Non content d'opprimer impitoyablement ses propres citoyens, le régime sud-africain opprime aussi la population de la Namibie, qu'il occupe illégalement. Les autorités sud-africaines qui ont recours à des pratiques telles que les arrestations arbitraires, les assassinats, les tortures, d'autres mauvais traitements, l'intimidation, les disparitions forcées, s'efforcent d'entraver l'accession des Namubiens à l'autodétermination et à l'indépendance et de faire obstacle à la mise en oeuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

29. La communauté mondiale devrait être unanime à s'opposer aux mesures prises par l'Afrique du Sud en appliquant les sanctions appropriées. Il convient de noter toutefois qu'un certain nombre de pays occidentaux, en particulier l'une des superpuissances, continuent à fournir au régime de Pretoria une assistance financière et militaire. Il est grand temps que des sanctions obligatoires soient appliquées à ce régime, en exécution des dispositions du chapitre VII de la Charte. La Commission devrait instamment inviter les autorités sud-africaines à mettre un terme aux violations des droits de l'homme et à libérer les nombreux ressortissants sud-africains et namubiens innocents détenus en application de la législation dite des "laissez-passer" et sous divers autres prétextes juridiques.

30. La communauté mondiale apporte un appui toujours plus large aux peuples sud-africain et namibien dans leur lutte en vue d'affirmer leurs droits de l'homme, comme l'indique l'adoption sans vote par l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, d'un programme d'action pour la période 1985-1989 dans le cadre de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La Chine a toujours appuyé les efforts internationaux tendant à aider les peuples sud-africain et namibien et continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir dans ce sens.

31. M. COLLIARD (France) remercie les membres du Groupe spécial d'experts de leur rapport (E/CN.4/1985/8). Il reconnaît le rôle important joué par les pays africains dans l'adoption de la résolution 38/14 de l'Assemblée générale qui proclame la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le monde a condamné à juste titre l'institutionnalisation du racisme en Afrique du Sud, mais le racisme est encore trop présent partout, chez les individus et dans les collectivités, sous des formes manifestes ou cachées, et c'est pourquoi il faut le combattre avec des moyens adaptés à chaque situation. La disparition des préjugés séculaires qui portent atteinte à la dignité du genre humain requiert la plus grande énergie et la bonne volonté de tous, individus, groupes et Etats, qui doivent faire preuve d'une vigilance constante.



32. On se demandera peut-être ce que l'on fait actuellement, si ce n'est dénoncer officiellement le racisme sous toutes ses formes, pour honorer les engagements pris en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, pour appliquer le Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et pour lutter contre l'apartheid. L'opposition de longue date de la France à l'apartheid a été illustrée par la déclaration de M. Cheysson, Ministre français des relations extérieures, devant le Comité spécial contre l'apartheid, le 9 octobre 1984, et reconnue au Comité par l'intermédiaire de son Président qui a déclaré que la France appliquait de bonne foi l'embargo sur les armes imposé à l'encontre de l'Afrique du Sud, en décidant de renoncer à la vente d'une centrale nucléaire et en apportant son soutien aux Etats de première ligne.

33. La lutte contre la politique intolérable de l'apartheid qui prétend institutionnaliser des pratiques discriminatoires figure à juste titre au premier rang du Programme d'action adopté à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. La Commission doit, pour sa part, poursuivre son action pour que soit défendue la dignité des victimes de la discrimination raciale. Il faut rejeter catégoriquement l'apartheid. C'est certainement ce qu'a fait la France qui continue à penser et à proclamer, comme elle l'a fait en 1789 dans la Déclaration des droits de l'homme, que "tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit", message qui s'apparente à celui du Mahatma Gandhi qui a affirmé que "tous les hommes sont frères".

34. Mais par-delà la condamnation elle-même et le respect de l'embargo, il faut faire des efforts pour venir en aide aux victimes de l'apartheid. La France apporte une aide financière au Fonds des Nations Unies pour la Namibie et contribue directement au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe ainsi qu'au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les victimes de l'apartheid. La contribution financière de la France à ces activités fera l'objet d'une augmentation de l'ordre de 25 % en 1985, année au cours de laquelle la France contribuera également au Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'apartheid. En outre, la France a créé des bourses pour permettre à des Sud-Africains d'étudier en France et elle a ouvert des bureaux de l'Alliance française à Soweto et au Cap en Afrique du Sud. La France intervient souvent sans faire de publicité en faveur des victimes de l'apartheid, comme en témoignent la libération de l'écrivain Breyton Breytenbach et l'accueil en France de Toivo Ja Toivo à sa sortie de prison.

35. La France dénonce le système monstrueux de l'apartheid et a marqué sa réprobation auprès des autorités sud-africaines. Elle applique strictement les dispositions de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Mais elle estime que l'adoption de mesures de sanctions économiques globales aboutirait à des résultats contraires aux buts poursuivis et isolerait finalement complètement les victimes de l'apartheid. La France adopte une attitude analogue dans d'autres cas également. Mais le Gouvernement français a toujours condamné l'apartheid; il a ainsi demandé aux fédérations sportives françaises d'interdire à toutes les équipes relevant de leur autorité de participer à des rencontres sportives en Afrique du Sud, mesure qui a un impact certain sur l'opinion publique. La France considère que l'Afrique du Sud occupe illégalement la Namibie et n'a pas ménagé ses efforts, au plan diplomatique, en vue de faciliter la mise en oeuvre du droit du peuple namibien à l'autodétermination. La France est favorable à l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et regrette qu'il n'ait pas encore été possible de parvenir à une solution juste du problème namibien.

36. M. OSNACH (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que le régime raciste d'Afrique du Sud a continué à perpétrer des actes criminels de répression et de terreur contre les citoyens sud-africains non blancs au cours de l'année écoulée, comme en attestent les rapports du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1985/8 et 14). Les autorités de Pretoria ont intensifié leur politique de bantoustanisation qui vise à priver les Africains, qui représentent plus de 70 % de la population totale, de leurs droits civils et autres; la politique des prétendus "homelands indépendants" a fait d'environ 9 millions de citoyens africains des étrangers dans leur propre pays. L'application de la législation relative aux laissez-passer et de mesures analogues à l'appui de la politique d'apartheid a pour seul but de priver encore davantage la population majoritaire de ses droits. Les prétendus amendements constitutionnels ne visent qu'à accroître l'emprise des autorités de Pretoria. Le semblant de constitution qui a fait l'objet d'un référendum auquel seule la population blanche a participé, et dont le texte est entré en vigueur le 3 septembre 1984 ne sert qu'à affermir le régime en place et à instaurer un pouvoir exécutif dictatorial blanc qui s'appuie sur un seul parti et confère les pleins pouvoirs au Président. En faisant croire aux Métis et aux immigrants indiens qu'ils participent au nouveau système parlementaire, on cherche en fait à les encourager à collaborer avec le régime et à affaiblir la lutte contre l'apartheid. L'objectif du régime n'a pas changé : priver la population africaine autochtone de son identité et de sa citoyenneté, ainsi que de ses droits à la terre et à la propriété. Dans son rapport (A/39/22), le Comité spécial contre l'apartheid dresse une liste de crimes qui sont pour ainsi dire sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

37. Le régime raciste s'efforce, par le biais de réformes symboliques ou fictives, de détourner l'attention mondiale du misérable sort de la majorité écrasante de ses citoyens, dont les protestations contre le caractère frauduleux de la nouvelle constitution ont été noyées dans un bain de sang pendant les mois d'août et septembre 1984, au cours desquels un grand nombre d'Africains ont été tués et des centaines blessés, y compris des enfants. La communauté mondiale a condamné à l'unanimité cette farce constitutionnelle, comme en témoignent les documents de l'Organisation des Nations Unies, de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés et de l'OUA. Mais le monde est loin de mener une action décisive contre le régime de Pretoria. C'est ainsi que le Premier Ministre sud-africain a pu, en mai et juin 1984, faire des visites officielles ou officieuses dans un certain nombre de capitales étrangères. Une vaste campagne de propagande impérialiste a été lancée pour faire croire aux intentions pacifiques du régime de Pretoria qui poursuit en fait sa politique d'agression, de terreur et de chantage contre des Etats voisins, et pour essayer d'"humaniser" ce régime inhumain, d'affaiblir l'appui apporté aux mouvements de libération en Afrique du Sud et en Namibie et de justifier la collaboration impérialiste avec le régime d'apartheid, comme si un dialogue quelconque pouvait dissuader ce dernier de mettre fin à sa politique d'oppression raciale.

38. La raison pour laquelle les impérialistes appuient un système qui a réduit des millions de personnes à l'esclavage en Afrique australe est bien connue : il s'agit du profit que les monopoles impérialistes peuvent tirer, sous le régime raciste, de leurs activités en Afrique du Sud et en Namibie et des avantages qu'apporte au régime l'assistance économique, financière, politique et autre fournie par certains milieux occidentaux. On sait que les investissements étrangers dans l'économie de l'Afrique du Sud s'élèvent à plus de 30 milliards de dollars.

39. D'après la version mise à jour du rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1984/8/Add.1), plus de 4 000 banques et sociétés occidentales opèrent actuellement en Afrique du Sud où elles tirent des profits gigantesques de l'exploitation effrénée des riches ressources naturelles du pays et de la main-d'oeuvre bon marché qu'il offre. Le transfert de techniques par l'intermédiaire des sociétés transnationales et des banques et autres institutions financières occidentales a pris une ampleur telle qu'au milieu de l'année 83 les emprunts à moyen terme et à long terme de l'Afrique du Sud sur les marchés financiers internationaux s'élevaient à 14,9 milliards de dollars. Il est clair que l'augmentation des investissements en Afrique du Sud amortit la crise causée par la politique d'agression de Pretoria et les dépenses militaires qui en découlent. Dans son rapport, le Comité spécial contre l'apartheid (A/39/22) montre que seule l'assistance fournie par les milieux impérialistes occidentaux, y compris d'Israël, permet au régime sud-africain de continuer à bafouer l'Organisation des Nations Unies. Les efforts faits par les impérialistes pour occulter leur alliance avec le régime de l'apartheid renforcent l'importance de la tâche du Rapporteur spécial qui est d'établir la liste des banques, des sociétés transnationales et des institutions financières et commerciales privées qui collaborent avec l'Afrique du Sud et de faire ainsi la lumière sur leurs viles activités.

40. L'impérialisme international voit dans le régime raciste le seul espoir de maintenir leurs intérêts politiques, militaires et stratégiques à long terme, et sa collaboration avec ce régime se reflète dans la lutte menée actuellement contre les mouvements de libération nationale et les actes d'agression perpétrés contre les Etats indépendants voisins. Devant l'échec de ses alliés impérialistes qui n'ont pas pu profiter des événements survenus en Afrique du Sud pour instaurer un nouveau système colonialiste, le régime raciste poursuit avec leur aide une politique d'agression généralisée contre les Etats voisins. Ses dépenses militaires augmentent tous les ans, et il est assurément prêt à défendre son système raciste et colonialiste archaïque à tout prix, dans une effusion de sang.

41. L'Afrique du Sud a annoncé que, poussée à le faire par l'embargo sur les fournitures d'armes, elle avait développé son industrie d'armement qui produit actuellement 143 types d'armes, mais le pays n'est pas pour autant devenu auto-suffisant dans ce domaine. Le régime s'attachant à produire des armes plus modernes, sa dépendance à l'égard des importations de techniques et d'éléments étrangers augmente en conséquence. En fait, l'industrie d'armement de l'Afrique du Sud ne se développe que grâce à l'assistance économique généreuse qui lui vient, directement et indirectement, des monopoles impérialistes, des banques et des sociétés transnationales. Comme le Rapporteur spécial l'indique dans son rapport, près de 200 entreprises des plus grands Etats impérialistes fournissent une assistance au régime d'apartheid dans les domaines militaire et nucléaire. La coopération militaire entre l'Afrique du Sud et Israël est particulièrement étroite et se développe sans cesse. Jusqu'à 70 % des exportations israéliennes d'armes et de techniques militaires sont destinés à l'Afrique du Sud. Des conseillers militaires israéliens ont participé à la planification des mouvements des forces armées sud-africaines et des soldats sud-africains ont été formés aux tactiques d'agression utilisées par les Israéliens dans les territoires arabes occupés.

42. En échange de l'exploitation sans restriction des ressources minérales de la Namibie, et surtout du minerai d'uranium, plusieurs pays occidentaux se sont organisés pour approvisionner indirectement l'Afrique du Sud en combustible nucléaire, qui peut être utilisé à des fins militaires, et fournissent actuellement aux racistes du matériel et des techniques nucléaires. Les efforts faits par les impérialistes pour appuyer le régime raciste, le conserver comme allié et en faire une puissance nucléaire agressive sont incompatibles avec les intérêts de l'Afrique, qui a choisi d'être une zone non alignée et non dotée d'armes nucléaires.

43. L'apartheid constitue un crime délibéré, systématique et méprisable contre l'humanité que personne, pas même ceux qui appuient le régime raciste, n'a osé appuyer ouvertement. Pour mettre fin à la situation dramatique des peuples de l'Afrique australe, il ne suffit pas de dresser la liste des méfaits de Pretoria; le moment est venu d'appliquer des mesures de nature à faire réellement progresser la lutte des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie et de leurs mouvements de libération nationale. On a peine à croire que certains orateurs, tout en condamnant le Gouvernement sud-africain pour avoir créé cette situation, expriment l'espoir qu'il fera des concessions à la communauté internationale. Les déclarations "d'intentions pacifiques" et les observations formulées à propos de la possibilité de coopérer et de dialoguer avec l'Afrique du Sud sont à rejeter, car elles ne sont que propagande. Il n'est pas possible de modifier ni d'améliorer le système d'apartheid à l'aide de prétendues réformes: il faut l'éliminer complètement. La délégation ukrainienne est d'avis que l'imposition de sanctions générales et contraignantes, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte, constitue un moyen efficace pour la communauté internationale d'atteindre cet objectif; aussi lance-t-elle un appel à cette dernière pour qu'elle impose ces sanctions sans délai.

44. Mme BARRINGTON (Irlande) signale que son pays n'a jamais entretenu de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud ni n'encourage officiellement les rapports économiques, culturels ou sportifs avec ce pays. Outre l'embargo sur les fournitures d'armes, l'Irlande appuiera l'application, par le Conseil de sécurité, d'une série de sanctions graduelles. De telles mesures constituent des dispositions d'ordre pratique, susceptibles de garantir qu'aucun appui ne sera dispensé au régime sud-africain aussi longtemps que l'apartheid n'aura pas été extirpé. Dans l'intervalle, l'Irlande verse des contributions à des fonds comme le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud.

45. Le Gouvernement sud-africain semble croire qu'un simple replâtrage suffira à donner à l'apartheid le lustre nécessaire pour procéder à la consolidation et à la perpétuation du système. Ce n'est pas là une solution: il faut que l'Afrique du Sud renonce à ce système et offre à tous ses citoyens la possibilité d'exercer pleinement leurs droits de l'homme. Se référant au rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1985/8), Mme Barrington dit que les effets cruels et dégradants de l'apartheid sur les hommes, les femmes et les enfants noirs ont pris des proportions inhumaines. L'institutionnalisation de la politique des transferts est particulièrement pernicieuse. Ceux qui sont qualifiés de citoyens des "homelands" ont été privés du droit de vivre ou de travailler en Afrique du Sud, sont devenus des étrangers sur leur terre natale, ont été dépouillés de la part des richesses du pays qui leur revient et réduits à de simples sources d'approvisionnement en main-d'oeuvre. Le Gouvernement sud-africain tente de justifier cette politique en présentant la discrimination comme étant fondée sur la nation plutôt que sur la race. La délégation irlandaise a noté avec intérêt la recommandation du Groupe spécial d'experts selon laquelle il faudrait envisager la possibilité de demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur la privation de la citoyenneté au regard du droit international.

46. La législation sur les laissez-passer, qui rend de plus en plus difficile l'accès des "zones blanches" aux Noirs, a pris une importance croissante en tant qu'instrument d'apartheid. Il ressort de la plupart des statistiques récentes que le nombre des condamnations pour infraction à ladite législation est passé de 98 700 en 1982 à 142 000 en 1983. Bien qu'à diverses reprises, des tribunaux sud-africains se soient prononcés en faveur du droit des travailleurs migrants et de leurs familles de vivre dans des zones urbaines, le Gouvernement sud-africain persiste à adopter et à appliquer une législation restrictive.

47. D'autres mesures continuent à renforcer la politique d'apartheid. En vertu de la loi sur la sécurité intérieure, des personnes peuvent être détenues indéfiniment et soustraites aux procédures normales, des réunions peuvent être prohibées, des organisations déclarées illégales et des publications interdites. En 1984, les sentences sont devenues plus lourdes et des actes précédemment qualifiés de délits peuvent désormais constituer des actes de haute trahison. La pratique de la torture, notamment dans les lieux de détention, et le traitement discriminatoire des détenus noirs, en particulier des femmes, ont été maintenus. L'éducation des Noirs reste comme auparavant un instrument visant à perpétuer l'apartheid, et les activités des syndicats noirs sont toujours sévèrement limitées.

48. Dans cet inventaire, apparemment sans fin, des injustices, les bonnes nouvelles à signaler sont fort rares. Le Groupe d'experts a toutefois appelé l'attention sur un certain nombre de faits qui pourraient devenir plus symptomatiques à l'avenir : par exemple, la création du Front démocratique uni multiracial, le nombre croissant de syndicalistes noirs et l'opposition résolue des Eglises à l'apartheid.

49. Le Gouvernement sud-africain continue néanmoins à imposer sa politique inhumaine d'une main de fer. La délégation irlandaise condamne sans réserve cette politique qui perpétue l'une des violations les plus indécentes, les plus pernicieuses et les plus brutales des droits de l'homme, dont l'humanité ait connaissance.

50. L'Afrique du Sud continue à occuper illégalement le territoire de la Namibie et à commettre des atrocités contre le peuple namibien. L'Irlande déplore ces agissements et engage l'Afrique du Sud à appliquer sans tarder les résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité.

51. L'Irlande se félicite de l'accord général sur le Programme pour la décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et considère qu'il faudrait tirer parti des progrès réalisés à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, pour mobiliser à nouveau l'attention de la communauté internationale sur l'élimination du racisme. Il faut tout mettre en oeuvre pour extirper le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes. Le prix de l'échec est la survie de sociétés discriminatoires comme celle de l'Afrique du Sud, pays de la ségrégation institutionnalisée.

52. M. MOHAMED (Comité spécial contre l'apartheid) dit que le Comité spécial et la Commission doivent collaborer afin de mettre à nu et détruire le système d'apartheid. Le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1985/8) rend compte de manière équilibrée et détaillée du sort réservé à la population noire sous le régime oppressif d'apartheid. Dans le document E/CN.4/1985/14, le Groupe d'experts a présenté des éléments de preuve à l'appui de sa conclusion selon laquelle l'apartheid est assimilable au crime de génocide. Ces rapports, qui sont rédigés dans des termes mûrement pesés et modérés, ont néanmoins un effet traumatisant. Traitant de plusieurs aspects des violations des droits de l'homme et des atrocités commises en Afrique du Sud et en Namibie, ils montrent que le réseau complexe et subtil des lois, par lesquelles l'apartheid est appliqué, ressemble de manière choquante aux procédures en vigueur sous le régime nazi. L'apartheid est une parodie de justice et de vérité, qui ne saurait perdurer. La Commission condamnera sans aucun doute l'apartheid à l'unanimité mais la difficulté est de traduire cette condamnation en actes qui élimineront l'apartheid. Le Comité spécial lance une fois de plus un appel aux pays qui entretiennent encore des relations avec l'Afrique du Sud, afin qu'ils rejoignent le courant principal de l'humanité qui souhaite la paix, l'harmonie et la stabilité pour ce pays déchiré.

53. L'année 1984 a été caractérisée par de nombreux faits révolutionnaires ou virtuellement révolutionnaires, et notamment par la montée du mouvement syndicaliste noir, l'alliance des forces anti-apartheid, de fréquentes émeutes estudiantines et un militantisme noir croissant. Les "réformes constitutionnelles" n'ont servi qu'à rassembler les forces qui oeuvrent en faveur de la libération et de la révolution en Afrique du Sud. Tout régime instauré en vertu d'une constitution aussi invalide est illégitime : aucun gouvernement ne saurait entretenir des relations normales avec lui et aucune organisation internationale ne saurait le considérer comme représentant un Etat Membre. Il faudrait expulser sur le champ l'Afrique du Sud du système des Nations Unies.

54. Des millions de Sud-Africains noirs sont actuellement déportés vers les "homelands", dans une tentative systématique faite par le régime pour les priver de leur citoyenneté. Les efforts désespérés de l'Afrique du Sud pour échapper à un gouvernement par la majorité ont aussi trouvé une expression extérieure dans l'agression armée et les pressions économiques exercées contre ses voisins. Aussi longtemps que l'apartheid existera, la tension ne s'atténuera pas dans la région. Le régime de Pretoria, avec son arsenal militaire, sa confiance dans la protection de certaines puissances occidentales et sa collaboration avec Israël, représente une menace plus grave que jamais pour la paix et la sécurité internationales. Il faut extirper l'apartheid et lui substituer une société démocratique non raciste. Les efforts déployés à cette fin doivent s'inspirer du courage et de l'endurance dont font preuve les peuples opprimés d'Afrique du Sud ainsi que les détenus politiques, et notamment Nelson Mandela.

55. Le Comité spécial renouvelle ses recommandations tendant à appliquer des sanctions générales et automatiques conformément au chapitre VII de la Charte et, notamment, à mettre fin à toute forme de coopération et de commerce avec l'Afrique du Sud dans les domaines militaire, nucléaire et économique, à frapper les produits pétroliers d'embargo et à boycotter les activités sportives et culturelles. Ce n'est pas le moment de s'abstenir de toute action contre le régime d'apartheid, comme les collaborateurs le préconisent : la situation appelle des efforts énergiques. Il importe tout particulièrement de dresser l'opinion publique contre les crimes commis par le régime de Pretoria et d'inciter le public à exiger que les gouvernements, les sociétés et les institutions cessent de collaborer avec ce régime et appuient généreusement la lutte légitime des opprimés.

56. Le Comité spécial félicite les Etats africains, non alignés et socialistes de la position ferme qu'ils ont adoptée dans la lutte contre l'apartheid et de l'appui qu'ils dispensent aux mouvements de libération en Afrique australe, et exprime ses remerciements aux Etats qui ont adopté des positions analogues. Il est reconnaissant, plus particulièrement, aux personnes et aux groupes qui ont contribué au succès croissant, en Occident, de la campagne contre l'apartheid : cette évolution des sentiments apparaîtra comme capitale.

57. Le Comité spécial est convaincu que la Commission appuiera de tout le poids de son prestige la lutte contre l'apartheid, lutte qui entre maintenant dans une phase décisive.

58. M. MEZZALAMA (Observateur de l'Italie), exerçant son droit de réponse, dit que contrairement aux affirmations de la délégation syrienne, l'Italie n'a jamais fourni d'armes pour les navires sud-africains.

59. M. DOWEK (Observateur d'Israël) félicite la République arabe syrienne pour la réélection de son Président à une majorité écrasante de 99,97 % des voix. Selon le Ministre syrien de l'intérieur 6 522 000 électeurs, sur 6 552 000 électeurs potentiels, ont effectivement participé au scrutin, et 376 voix contre seulement ont été exprimées. La délégation israélienne remercie chaleureusement la Syrie pour ce bel exemple de démocratie et invite toutes les nations à s'inspirer de cette remarquable leçon de liberté. Exerçant son droit de répondre aux allégations formulées par la délégation syrienne à la 11ème séance de la Commission, M. Dowek se réfère au document A/36/431 où sont réfutées les rumeurs de coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud et appelle l'attention sur le deuxième alinéa du document S/AC.20/17 où il est précisé que le Gouvernement israélien se conformera à la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité et s'abstiendra de fournir à l'Afrique du Sud des armes ou du matériel connexe de quelque type que ce soit.

La séance est levée à 12 h 55.